



HAL
open science

Un mur d'incompréhension. L'Allemagne trente ans après la réunification

Boris Grésillon

► **To cite this version:**

Boris Grésillon. Un mur d'incompréhension. L'Allemagne trente ans après la réunification. *Revue Esprit*, 2021, L'idée libérale en question, 2021 (5), pp.125-135. 10.3917/espri.2105.0125 . halshs-03517380

HAL Id: halshs-03517380

<https://shs.hal.science/halshs-03517380v1>

Submitted on 30 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**ARTICLE DE BORIS GRÉSILLON SUR
L'ALLEMAGNE V2 - CORRECTION DES ÉPREUVES**

Un mur d'incompréhension

L'Allemagne, trente ans après la réuni- cation

Boris Grésillon

Trente ans après la réuni- cation, l'Allemagne semble être dans une

position ambivalente. D'un côté, quel que soit le gouvernement en place, l'État fédéral a accompli des efforts ininterrompus et dépensé sans compter pour arrimer la partie orientale, en grande dif- culté économique après 1990, au reste du pays, nettement plus déve- loppé. De l'autre, il existe toujours des différences de rémunérations, de niveaux de vie, de patrimoine ou de produit intérieur brut par habitant entre la partie occidentale et la partie orientale, différences qui ne sont pas toujours bien comprises ni acceptées par les citoyens de l'Est. De même, les habitus, les référentiels historiques et culturels et les valeurs des Allemands de l'Est et de l'Ouest présentent des divergences parfois notables. En n, et c'est peut-être le plus troublant, le comportement électoral des uns et des autres demeure différent sur toute la période. En trente ans, on ne repère pas de convergence politique, comme on repère une convergence économique¹. Lors du dernier scrutin législatif d'octobre 2017, qui a vu la « grande coalition » formée par la CDU/ CSU et le SPD reconduite, les électeurs ouest-allemands ont accordé majoritairement leurs suffrages aux deux partis de gouvernement. À l'Est en revanche, ces deux partis comptabilisés ensemble n'obtiennent pas la

majorité des voix (50 %), concurrencés par les votes extrêmes, celui de Die Linke (la gauche, 9,2 %) et surtout celui de l'Alternative für

1 - Béatrice von Hirschhausen et Boris Grésillon, « Une Allemagne désunie ? Les traces géopolitiques de la partition Est/Ouest », *Hérodote*, n° 175, 4^e trimestre 2019, p. 105-130.

· ESPRIT · Avril 2021 **3/**

/4

· ESPRIT · Avril 2021

Boris Grésillon

Deutschland (AfD, extrême droite, 12,6 %). Le jeune parti d'extrême droite réussit ainsi une percée spectaculaire en devenant, dès sa première participation réelle à un scrutin national, la troisième force politique du Bundestag et la première force d'opposition, ce qui lui confère en outre le droit de diriger des commissions parlementaires. L'AfD doit son succès en partie aux électeurs est-allemands, qui l'ont plébiscité pour plus de 21 % d'entre eux (contre moins de 10 % à l'Ouest).

Ainsi, pour la première fois depuis la fin du nazisme en 1945, un parti populiste, nationaliste et extrémiste fait son entrée au Parlement, dans ce même bâtiment du Reichstag incendié en février 1933 par des partisans de Hitler. Pourquoi les motivations pour un vote d'extrême droite, quelles qu'elles soient (rejet de l'*establishment* de l'Ouest, ressentiment, frustration, racisme, xénophobie...), s'expriment-elles dans les urnes à partir de 2015 et pas plus tôt en ex-RDA, dès les années 1990 et 2000, soit à un moment où l'Est était très fragilisé sur le plan économique et social ? Plus généralement, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné dans la réunification ?

Le poids des différences profondes

De qui parle-t-on exactement lorsqu'on évoque les Allemands de l'Est mécontents ? D'une population variée dont le nombre, en revanche, varie peu : depuis la réunification, sondage après sondage, la proportion de « mécontents » est comprise entre 18 et 22 % de la population des « nouveaux *Bundesländer* » (deux fois moins en moyenne à l'Ouest). À l'échelle de l'Allemagne et de ses 82 millions d'habitants, dont 15,5 millions résidant à l'Est, cette proportion de mécontents apparaît donc modeste. Mais ces Allemands de l'Est ou *Ossis* mécontents constituent une sorte d'épine dans le pied du récit mythique de la réunification

réussie. Ils représentent également un dé à aux politiques d'intégration volontaristes menées depuis 1990.

L'absence d'une histoire commune

Au sein de l'argumentaire d'ordre psychologique et culturel développé par les chercheurs ouest-allemands et ouest-européens depuis 1990 pour tenter d'expliquer les différences subsistant entre les habitants des deux parties de l'Allemagne, l'histoire occupe souvent une place de choix.

Un mur d'incompréhension

Ex-Allemands de l'Est et ex-Allemands de l'Ouest auraient d'autant plus de mal à construire ensemble le présent et à se projeter dans un avenir commun qu'ils n'ont pas la même histoire en partage.

De fait, après le naufrage de 1945, la destinée des uns et des autres ne saurait être plus dissemblable. Tandis que côté ouest, la République fédérale d'Allemagne, grâce à l'aide du plan Marshall, se reconstruit sous la tutelle des Alliés, la République démocratique allemande (RDA), proclamée également en 1949, est d'emblée conçue comme un État socialiste satellite de Moscou. « Libérée » en premier des nazis, la RDA, dans le discours officiel, gurait dans le camp des vainqueurs, de ceux qui avaient résisté au nazisme et qui, en mettant ses pas dans ceux de l'Armée rouge, l'avaient terrassé. Donc, contrairement à la République fédérale d'Allemagne (RFA) à partir des années 1960, la population de RDA n'a pas eu à faire le même type d'examen de conscience et encore moins de devoir de mémoire à l'égard des crimes nazis perpétrés par les Allemands jusqu'en 1945. Au contraire, les livres d'histoire enseignaient une histoire héroïque, pleine d'actes de bravoure des « héros de la libération » (du joug nazi), le leader communiste Ernst Thälmann en tête. L'immunisation collective en vigueur dans la population ouest-allemande n'était, en apparence, pas nécessaire chez les Allemands de l'Est puisqu'ils avaient eux-mêmes, d'après le grand récit officiel, vaincu les nazis. De la sorte, la population de RDA n'a pas été immunisée en profondeur contre le nazisme ni par la suite contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, comme l'a été, pendant deux générations au moins, la population ouest-allemande. Certes, comme tout État socialiste, la RDA prônait des valeurs de tolérance, de solidarité et d'entraide entre les peuples, mais elle ne t absolument rien pour faciliter l'intégration des quelques communautés étrangères « sœurs » accueillies sur son sol.

De fait, il y a bien eu des violences et même des crimes racistes intentés contre les étrangers en RDA par des individus et des groupuscules d'extrême droite, contre les communautés vietnamienne, angolaise ou mozambicaine. Même si les sources sont difficilement vérifiables, les spécialistes estiment à environ deux cents le nombre d'attentats perpétrés par des néonazis ou skinheads contre des étrangers et le nombre de morts à dix, y compris par lynchage. Mais ces crimes ont toujours été tus ou soigneusement masqués par le régime, qui ne voulait pas faire de publicité à ces actes clairement racistes dans un État promouvant officiellement la

· ESPRIT · Avril 2021 **5/**

/6

· ESPRIT · Avril 2021

Boris Grésillon

fraternité et l'égalité entre les peuples. On sait aujourd'hui que le racisme et la xénophobie ont toujours existé, à l'état rampant, en RDA. Des mouvances d'extrême droite et néonazies ont vu le jour, de manière sporadique, et elles n'ont guère été inquiétées. Après la réunification, on en retrouve la trace dans les attentats anti-étrangers de Rostock, Hoyerswerda, Halle-Neustadt (mais aussi à Mölln et Solingen à l'Ouest), ainsi que dans le vote en faveur du parti d'extrême droite NPD (Parti national-démocrate d'Allemagne). Dans un contexte de grands bouleversements politiques et économiques, l'indispensable travail de mémoire auprès de la population est-allemande est passé totalement au second plan et il n'a guère pu être mené, y compris auprès des jeunes générations. En fin de compte, il paraît acquis que ce vieux fond raciste et extrémiste nourrit de nos jours des mouvements ouvertement hostiles à l'islam et aux musulmans, comme Pegida ou Pro Chemnitz, ainsi que l'AfD, qui réalise ses plus gros scores électoraux dans les cinq *Länder* de l'Est.

La question des valeurs

Les tenants du schéma explicatif culturel ajoutent un autre argument pour expliquer la permanence des tensions entre « l'Est » et « l'Ouest ». Ils rappellent que, contrairement à leurs homologues ouest-allemands, les citoyens de l'Est n'ont pas fait l'expérience de la démocratie et de l'État de droit jusqu'à la réunification en 1990. Ils sont passés d'une dictature (nazie) à l'autre (communiste). Malgré la critique qui lui est faite de mettre sur le même plan deux régimes totalitaires qui n'avaient pas

grand-chose en commun, de procéder par conséquent comme si ces deux dictatures étaient interchangeables dans leur nocivité, ce courant scienti que avance que la démocratie, la Constitution, le multipartisme, la liberté d'expression, le régime juridique et les valeurs de l'Ouest ont été imposés d'un coup, en 1990, à une population est-allemande qui n'y était pas préparée. D'où la dif culté de celle-ci à intégrer, qui plus est rapidement, le socle de règles, de droits et de devoirs en vigueur en RFA depuis 1949². Il n'est donc pas étonnant de constater ici et là des retards,

2 - Pour rappel, l'uni cation des deux Allemagne prononcée le 3 octobre 1990 s'est faite juridiquement sur la base de la simple extension de la Constitution fédérale de 1949 à la partie orientale du pays, tuant dans l'œuf les projets alternatifs est-allemands de coécriture d'une nouvelle constitution incluant les aspects les plus positifs du patrimoine législatif de l'ex-RDA.

Un mur d'incompréhension

voire des ratages, dans l'établissement des valeurs démocratiques à l'Est et des résurgences autoritaires préoccupantes, comme dans le cas des mouvements néonazis ou de l'aile droite de l'AFD.

Les sondages semblent donner raison à ces hypothèses. En novembre 2019, soit exactement trente ans après la chute du Mur, un grand sondage d'opinion réalisé par l'État fédéral révélait que la démo- cratie était une valeur inégalement appréciée à l'Est et à l'Ouest : 91 % des Allemands de l'Ouest estiment que la démocratie est le meilleur régime politique qui soit, contre seulement 78 % des Allemands de l'Est. De même, 18 % des sondés ouest-allemands revendiquent des opinions racistes et xénophobes, contre 23 % dans les *Länder* de l'Est. En n, ceux qui pensaient que les jeunes nés après la chute du Mur dans une Allemagne unie partageaient les mêmes espoirs et les mêmes craintes en sont pour leurs frais : à la question « Quelles sont vos deux principales craintes pour l'avenir ? », les jeunes de 18-25 ans nés et scolarisés dans la partie ouest de l'Allemagne répondent prioritairement « le réchauffement climatique et la montée des nationalismes », tandis que les jeunes de la partie est répondent « la sécurité et l'islam ». Ces données brutes issues d'un vaste sondage demanderaient à être étayées, mais elles semblent néanmoins indiquer que la jeunesse allemande n'est pas encore réuni ée.

Face à ces chiffres et ces faits qui interpellent, peu nombreux sont ceux qui, à l'instar de l'ancien président est-allemand du Bundestag Wolfgang Thierse (1998-2005), rappellent qu'en RFA, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'apprentissage de la démocratie est allé de pair avec

l'apprentissage de l'économie de marché dans le contexte exceptionnel du « miracle économique allemand », et ce pendant trente ans – les « Trente Glorieuses » de l'économie allemande. Autrement dit, « *c'est plus facile d'assimiler les principes de la démocratie quand la situation économique de la population s'améliore chaque année par rapport à l'année précédente*³ ». En ex-RDA en revanche – et c'est valable pour tout l'ancien bloc de l'Est –, l'apprentissage de la démocratie va allé de pair avec l'effondrement économique des années 1990, la découverte du chômage et du capitalisme, entraînant des inégalités sociales jusque-là inconnues, bref avec la naissance d'un monde. Par conséquent, on peut comprendre que certains Allemands de l'Est,

3-Voir « Entretien avec Wolfgang Thierse, ancien président du Bundestag », *Hérodote*, n° 175, 4^e trimestre 2019, p. 87-104.

· ESPRIT · Avril 2021 **7/**

/8

· ESPRIT · Avril 2021

Boris Grésillon

surtout ceux qui ont été socialisés en RDA, entretiennent un sentiment plus complexe vis-à-vis de la démocratie et de son corollaire, l'économie de marché. Chez eux, le processus d'« acculturation démocratique » n'est pas achevé. Comme chez les électeurs de l'AfD, loin d'être tous racistes, ils cultivent la nostalgie d'un État fort, protecteur et rassurant, un État-nation qui prendrait mieux en main les affaires collectives du pays et qui ne se laisserait pas déborder par les « menaces extérieures » (une expression typique du vocabulaire de l'AfD et de Pegida), comme celle de l'arrivée massive de réfugiés sur le sol allemand en 2015-2016, arrivée ressentie comme un choc par de nombreux Allemands de l'Est, surtout parmi ceux âgés de plus de 50 ans.

En somme, après le grand traumatisme des années 1990, les Allemands de l'Est, déçus par la réunification, en perte de repères politiques, ne savent plus à quel saint se vouer. Le ressentiment se mêle par la suite à une espèce de nostalgie du « *pays disparu*⁴ » – la fameuse *Ostalgie*, qui a coulé beaucoup d'encre au tournant des décennies 1990 et 2000. Ensuite, lors d'une troisième étape, c'est comme si on était passé de la nostalgie de l'Est à la nostalgie de la nation forte – incarnée entre autres par l'AfD.

L'effondrement des années 1990 et 2000

Quelle que soit l'importance des différences entre Allemands de l'Est et de l'Ouest liées à leur histoire, leur socialisation et leurs valeurs, elles ne sauraient expliquer à elles seules la permanence du mur d'incompréhension constaté tout au long de la période. Avec le temps, ce genre de différences liées essentiellement au passé aurait ni par s'estomper. D'autres chercheurs mettent en avant, dès la fin des années 1990, d'autres explications, d'ordre économique et social⁵.

4 - Nicolas Offenstadt, *Le Pays disparu. Sur les traces de la RDA*, Paris, Stock, 2018. 5 - Voir Detlef Pollack, „Das Bedürfnis nach Anerkennung. Der Wandel der Akzeptanz von Demokratie und Marktwirtschaft in Ostdeutschland“, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 13, 2017, p.3-14; Dieter Walz et Wolfram Brunner, „Das Sein bestimmt das Bewusstsein. Oder: Warum sich die Ostdeutschen als Bürger 2. Klasse fühlen“, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 51, 1997, p. 13-19.

Un mur d'incompréhension

La thérapie de choc néolibérale (années 1990)

Sous l'action de la *Treuhandanstalt* (1990-1994), une société fiduciaire publique chargée d'assainir et de privatiser les entreprises est-allemandes, l'appareil industriel de la partie orientale du pays fut démantelé à hauteur de 80 %. Les conséquences sociales de cette thérapie de choc se sont rapidement fait sentir. Dès 1991, le taux de chômage s'envole – dans un pays qui ne connaissait que le plein emploi – pour atteindre 20 % de la population active dès 1994, un taux qui restera inchangé pendant dix ans. Malgré l'importance des transferts financiers et sociaux des riches *Länder* de l'Ouest vers les pauvres *Länder* de l'Est – au titre de la péréquation financière inscrite dans la Constitution –, l'Est s'enfonce dans le chômage de masse. L'arsenal de mesures de retour à l'emploi mis en place par le gouvernement de Gerhard Schröder n'y changera rien. En outre, il s'agit de boulots précaires, mal payés, à temps partiel, souvent perçus comme dégradants par leurs bénéficiaires de l'Est.

Pour les décideurs politiques de l'Ouest, toutes ces mesures étaient destinées à sortir les *Ossis* de l'ornière – et des chiffres effroyables du chômage... – en leur proposant au moins un « job », à défaut d'un emploi en bonne et due forme. Cependant, en procédant ainsi, les donneurs d'ordre de l'Ouest ont créé à l'Est un « deuxième marché de l'emploi » (*zweiter Arbeitsmarkt*) tout à leur avantage. Pour les Allemands de l'Est, à qui le chancelier Kohl avait promis la prospérité économique en 1990, la pilule est très amère. Les plus chanceux d'entre eux, ceux qui retrouvent un emploi, font souvent l'expérience douloureuse de passer du statut de chômeur à celui de salarié pauvre. Les historiens allemands comme

Detlef Pollack ou Dieter Walz font de l'action de la *Treuhand* et de ses conséquences à long terme le levier principal du ressentiment profond des Allemands de l'Est vis-à-vis de l'Ouest et de ce que certains d'entre eux ont considéré et considèrent encore comme une trahison.

Tandis qu'à l'Ouest, économistes et sociologues ont tendance à se focaliser sur les chiffres du chômage et le problème des *bad jobs* pour expliquer le comportement électoral « rebelle » des Allemands de l'Est, ils insistent moins sur le sentiment diffus mais généralisé d'abandon. En effet, la perte d'un emploi à vie se combine avec la disparition de tous les cadres sociaux qui structuraient la population est-allemande : n des *Volkseigene Betriebe* qui, par leur capacité à organiser non seulement le

· ESPRIT · Avril 2021 **9/**

Les Allemands de l'Est éprouvent la sensation d'être « les perdants de l'unification ».

préoccupant encore: selon la vaste enquête commandée par le gouvernement fédéral à l'occasion des trente ans de la chute du Mur en novembre 2019, 57 % des sondés est-allemands continuent de se définir comme des citoyens de

/10

· ESPRIT · Avril 2021

Boris Grésillon

travail de chacun mais aussi à prendre en charge les loisirs, les vacances, les sorties des employés ainsi que la crèche et le « centre aéré » pour leurs enfants, signifièrent bien plus qu'une simple entreprise ; démantèlement des *Kombinate* industriels, auxquels les ouvriers s'identifiaient souvent non sans fierté ; disparition des puissants *Gewerkschaften* (syndicats), des *Vereine* (associations) et, bien sûr, du Parti socialiste unifié (SED) – honni au même titre que son bras armé, la *Stasi* (police politique). Mais après la chute du Mur, quand ces structures d'encadrement s'effondrèrent et que rien d'autre ne les remplaça que les supermarchés anonymes et les *job centers* (équivalent de Pôle Emploi), le désarroi de la population est total⁶. À la disparition des cadres extérieurs correspondent de forts bouleversements intérieurs – qui demeurent peu analysés par la recherche académique –, faits de décomposition des familles (le taux de divorces explose à l'Est après 1990), de suicides, de départs vers l'étranger ou de fuite des jeunes vers

l'Ouest, le nouvel eldorado. Entre 1990 et 1995, un million et demi d'Allemands de l'Est, pour deux tiers des jeunes femmes qualifiées, « passent à l'Ouest » dans l'espoir d'y trouver un emploi. Ils ne reviendront pas. Cette perte sèche ne sera jamais compensée.

Un sentiment d'humiliation

Transformés sans qu'ils l'aient choisi en chômeurs ou en nouveaux pauvres, ou encore des « citoyens de seconde catégorie » (l'expression *Bürger zweiter Klasse* revient très souvent dans les enquêtes). Bien plus

seconde zone, malgré des progrès économiques incontestables. Autrement dit, ce sentiment de déclassement semble résister au temps. Au demeurant, le déclassement n'est pas qu'un sentiment : il est bien

réel. En 2020, à l'Est, pratiquement tous les postes à responsabilité sont occupés par des personnes d'origine ouest-allemande. Que ce soit dans la classe politique, dans la haute administration, dans les conseils d'admi-

6 - Voir, entre autres, Daniela Dahn, *Wir bleiben hier oder Wem gehört der Osten*, Reinbeck, Rowohlt, 1994.

Un mur d'incompréhension

nistration des entreprises cotées en Bourse ou à la tête des universités et des grands organismes de recherche, les Allemands de l'Est sont absents. D'après une vaste étude de l'université de Leipzig réalisée en 2019, ils ne représentent que 1,7 % des hauts fonctionnaires et des cadres dirigeants. Aucun PDG des trente plus grandes entreprises allemandes n'est originaire d'Allemagne de l'Est et seulement cinq membres de leurs conseils d'administration sur deux cents le sont. Tous les présidents d'université sont actuellement ouest-allemands, et ce même au sein des quinze universités d'Allemagne de l'Est. Trente ans après la réunification, il est malaisé pour le gouvernement de justifier ces chiffres sans appel, qui reposent la question du degré d'intégration des Allemands originaires de l'Est au sein de la société allemande.

À l'Est, du nouveau !

Trente ans après la réunification, il existe bien un malaise est-allemand spécifique et un « phénomène AfD » que Jürgen Habermas prend au sérieux⁷. Pourtant, aucun auteur ne parvient à épuiser le sujet ni à élucider le mystère de sa soudaine apparition dans un paysage politique allemand remarquablement

stable depuis trente ans. Au départ, la thérapie de choc néolibérale imposée aux Allemands de l'Est dans les années 1990 a incontestablement posé les bases d'un sentiment de déclassement durable. C'est sur ce terreau de frustration, de colère retenue, de sentiment d'abandon, voire d'humiliation, que l'AfD va faire son nid. Pourtant, quand la colère de nombreux Allemands de l'Est éclate en 2015, peu de temps après la fondation du parti, elle n'est pas dirigée contre les Allemands de l'Ouest mais contre les étrangers. L'accueil massif par l'Allemagne des réfugiés fuyant la Syrie et l'Irak en 2015 constitue une chance historique pour les dirigeants de l'AfD. La peur des étrangers va nourrir en contrepoint un sentiment national exacerbé, selon un schéma bien connu et éprouvé par beaucoup d'autres partis populistes en Europe.

Autrement dit, la naissance et le succès immédiat de l'AfD à partir de la « crise des réfugiés » de 2015 auraient germé sur le terreau d'un triple traumatisme collectif (économique et social, psychologique, démogra-

7 - Jürgen Habermas, « La seconde chance. L'unité européenne trente ans après la réunification allemande », *Esprit*, novembre 2020.

· ESPRIT · Avril 2021 **11/**

La jeune génération d'Allemands de l'Est n'a plus honte d'être « de l'Est » ; au contraire, elle en est plutôt fière.

elle éprouve la nécessité de s'y réinscrire parce qu'elle est en quête d'identité. Sauf qu'à la différence de ses parents, elle n'a plus honte d'être « de l'Est » ; au contraire, elle en est plutôt fière. Cette nouvelle identité de l'Est n'est pas dirigée contre « l'Ouest ». Elle a davantage

/12

· ESPRIT · Avril 2021

Boris Grésillon

phique) ressenti par la grande majorité des Allemands de l'Est après la chute du Mur. Comme tout traumatisme collectif de grande intensité, il a d'abord été intériorisé – à l'instar de la « honte » ressentie par nombre d'Allemands de l'Est d'être des *Ossis*, c'est-à-dire des « perdants » durant la décennie 1990 – puis nié, masqué sous le principe de réalité et la nécessité de s'en sortir à tout prix, avant de ressortir brutalement en 2015 à la « faveur » de l'ouverture des frontières à plus d'un million de réfugiés en provenance du Proche et du Moyen-Orient. Entre 1990 et 2015, il s'est

écoulé exactement vingt-cinq ans, soit une génération, avant que s'expriment au grand jour l'inexprimé (le choc de la réunification) et l'inexprimable (le racisme rampant, la propension d'une frange de la population au nationalisme autoritaire, jusqu'au néonazisme).

Après cette période de latence et de déance mutuelle, les langues, à l'Est comme à l'Ouest, se délient en n. La jeune génération d'Allemands de l'Est, celle qui est née au moment de la chute du Mur ou juste après, prend son destin en main, questionne ses parents, rouvre les plaies non pensées/pensées de l'unification, fait réapparaître le traumatisme initial au grand jour pour mieux le comprendre et, si possible, le dépasser. Contrairement à ce que nombre d'analystes ont affirmé, la génération née après 1989 n'a pas envie d'oublier : elle a besoin de comprendre. Elle n'est pas lasse du concept identitaire entre l'Est et l'Ouest ; au contraire,

à voir avec la prise de conscience que les Allemands de l'Est, même les jeunes, ont une histoire, des habitus et des traits de caractère légèrement différents de ceux de l'Ouest (simplicité, pragmatisme, solidarité, ouverture, modestie sont les traits les plus souvent cités) et dont ils n'ont pas à rougir.

Ce regain de certitude *assise* est porté en bonne partie par des jeunes femmes âgées de 20 à 45 ans, dans un double mouvement d'affirmation de soi – prélude à un double processus d'*empowerment* en cours –, affirmation en tant que femme et en tant qu'originaires de l'Est. Il y a trente ans, c'étaient déjà les jeunes femmes qualifiées de l'ex-RDA qui avaient été pionnières,

Un mur d'incompréhension

mais en sens inverse : elles avaient massivement migré vers l'Ouest, où elles s'étaient intégrées jusqu'à se fondre dans la masse. Aujourd'hui, une génération plus tard, en un étonnant retour dialectique et géographique, les jeunes femmes nées à l'Est ont plutôt tendance à y faire leur vie, à se battre pour leur identité, leur ville, la place des femmes dans la société et la démocratie, et ce faisant à se battre aussi contre l'AfD sur ses propres terres. La journaliste Valerie Schönian conclut son essai politique par ces mots : « *Nous [les enfants du tournant de 1989] comprenons l'Est, mais tout aussi bien l'Ouest. Nous sommes les médiateurs, une génération charnière*⁸. »

Par leur positionnement assumé et ouvert à la discussion, ces femmes engagées contribuent non seulement à renouveler les débats sur l'unification inachevée, mais aussi à colorer un peu différemment la société

allemande. Elles lui donnent en effet, peut-être, une teinte plus féministe et humaniste, loin des valeurs de performance, de concurrence et d'excellence davantage associées à la masculinité dans l'inconscient collectif des Allemands, et des Occidentaux en général. Ce faisant, cette « réunification par le bas » rejoindrait la « réunification par le haut » que Jürgen Habermas appelle de ses vœux et qui, d'après lui, constituerait « une opportunité pour achever le processus de la réunification allemande [...] et pour faire le pas décisif de l'intégration en Europe⁹ ». À n'en point douter, la « nation retrouvée¹⁰ », consciente de ses vieux démons mais aussi de son unité, forte de ses différences mais en paix avec elle-même, pourrait alors se tourner résolument vers l'Europe et jouer en son sein dans l'Union européenne, avec ses partenaires (à commencer par la France), le rôle clé de pays charnière ou de puissance régionale qui est le sien.

8 - Valerie Schönian, *Ostbewusstsein*, Munich, Piper, 2020, p. 258 [je traduis]. 9 - Conclusion de l'article cité de J. Habermas. 10 - Anne-Marie Le Gloannec, « La nation retrouvée. De la RDA à l'Allemagne », *Politique étrangère*, n° 55, 1990, p. 45-52.